

N°2018-BCA-104

- Membres théoriques :  
5
- Membres en exercice :  
5
- Membres présents :  
5
- Votants :  
5

**BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION  
DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS  
DE LA SEINE-MARITIME**

---

**EXTRAIT DES DELIBERATIONS**

**CONVENTION CADRE D'ADHESION AUX MISSIONS OPTIONNELLES DU  
CENTRE DE GESTION DE LA SEINE-MARITIME**

Le 05 décembre 2018, le Bureau du conseil d'administration du Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime, convoqué le 19 novembre 2018, s'est réuni à la direction départementale sous la présidence de Monsieur André GAUTIER.

Le quorum étant atteint (3 membres) avec 5 membres présents, le bureau peut valablement délibérer.

**ETAIENT PRESENTS**

- Monsieur André GAUTIER, Président
- Monsieur Sébastien TASSERIE, 1<sup>er</sup> Vice-Président
- Madame Sophie ALLAIS, 2<sup>ème</sup> Vice-Présidente
- Monsieur Gérard JOUAN, 3<sup>ème</sup> Vice-Président
- Monsieur Bastien CORITON, membre

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

076-287600019-20181205-2018-BCA-104-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 06/12/2018

Publication : 06/12/2018



*Délibération affichée le :*

*et retirée de l'affichage le :*

*Délibération insérée au recueil des actes administratifs du mois :*

Vu :

- *le code général des collectivités territoriales,*
- *la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,*
- *la délibération 2015-CA-24 du 27 mai 2015 portant délégation du Conseil d'administration au Bureau,*

\*

\* \*

Le centre de gestion de la Seine-Maritime (CDG 76), assure pour le compte des collectivités et établissements affiliés, des missions obligatoires prévues par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Au-delà de ces missions, le CDG 76 propose en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités d'autres services dits optionnels.

Il propose ainsi une convention cadre permettant, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées en tant que de besoin.

Après conventionnement, la collectivité peut, le cas échéant, demander le ou les services choisis à sa seule initiative :

- conseil et assistance chômage,
- conseil et assistance au précontentieux en ressources humaines,
- conseil et assistance au calcul de la rémunération des agents publics en congé de maladie et relevant du régime général,
- réalisation des dossiers CNRACL,
- réalisation des paies,
- mission archives,
- conseil et assistance au recrutement,
- missions temporaires,
- médecine préventive,
- aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels,
- inspection en matière d'hygiène et de sécurité,
- expertise en hygiène et sécurité,
- expertise en ergonomie,
- expertise en ergonomie d'un poste de travail,
- toute autre mission.

Il convient de préciser que la mission de la médecine préventive est déterminée par une convention d'adhésion supplémentaire qui prévoit les modalités de sa réalisation. Les prestations de médecine préventive font l'objet d'une participation financière de la collectivité en fonction de ses besoins.

Les autres missions sont sollicitées par un formulaire de demande de mission ou de travaux.

Le Service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime a signé la convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles avec le centre de gestion pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015. Le centre de gestion propose la signature d'une nouvelle convention pour les mêmes prestations pour une durée de quatre ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.

Dans ce cadre, il convient d'approuver les termes de la convention d'adhésion aux missions optionnelles du centre de gestion de la Seine-Maritime et d'autoriser le président à la signer ainsi que tout acte qui en serait la suite ou la conséquence.

\*

\* \*

*Après en avoir délibéré, les membres du Bureau du conseil d'administration adoptent à l'unanimité ce dossier.*

**Le président du conseil d'administration,**

**André GAUTIER**



Le partenaire  
**« ressources humaines »**  
des collectivités territoriales  
de la Seine-Maritime

# Convention cadre d'adhésion aux missions optionnelles du *Centre de Gestion* de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime



→ Collectivités et établissements affiliés

Au-delà de ses missions obligatoires, le Centre de Gestion de la Seine-Maritime se positionne en tant que partenaire « ressources humaines » des collectivités par la mise à disposition d'autres missions. Ces missions optionnelles complètent son action et permettent un accompagnement quotidien en matière de gestion des ressources humaines.

En effet, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et ses nombreux décrets d'application nécessitent une professionnalisation accrue.

Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime offre ainsi une assistance et une expertise permanentes permettant à l'autorité territoriale de répondre à ses obligations d'employeur.

Conformément à l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, le Centre de Gestion propose aux collectivités et à leurs établissements publics, dans le strict respect de leur autonomie de gestion, de profiter de son expertise par la mise à disposition de missions de conseil et d'assistance en ressources humaines.

Entre :

- Le Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime (dénommé « CdG 76 »), dont le siège est situé 3440 route de Neufchâtel – 76230 BOIS-GUILLAUME, représenté par son Président, M. Jean-Claude WEISS, habilité par délibération du Conseil d'Administration en date du 4 septembre 2014.

et

- La collectivité/établissement public ....., (dénommé « collectivité »), dont le siège est situé au ....., n° SIRET ....., représenté(e) par ....., habilité(e) par délibération de l'organe délibérant en date du ...../...../.....

Il est convenu ce qui suit :

#### → **ARTICLE 1<sup>er</sup> : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'accès aux missions optionnelles mises à disposition par le CdG 76, en application de l'article 25 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984.

Les conditions particulières sont définies dans un règlement d'adhésion propre à chaque mission.

#### → **ARTICLE 2 : CHAMPS D'INTERVENTION DU CdG 76**

En tant que partenaire « Ressources humaines » de la collectivité, le CdG 76 propose une action pluridisciplinaire en matière de gestion du personnel.

Le CdG 76 met à disposition de la collectivité les missions suivantes :

- Conseil et assistance chômage
- Conseil et assistance au précontentieux et au contentieux en ressources humaines
- Conseil et assistance au calcul de la rémunération des agents publics en congé de maladie et relevant du régime général
- Réalisation des dossiers CNRACL
- Réalisation des paies
- Mission archives
- Conseil et assistance au recrutement
- Missions temporaires
- Médecine préventive\*
- Aide à la réalisation du document unique d'évaluation des risques professionnels
- Inspection en matière d'hygiène et de sécurité
- Expertise en hygiène et sécurité
- Expertise en ergonomie
- Expertise en ergonomie d'un poste de travail
- ou toute autre mission.

*\*L'adhésion à la prestation globale de médecine préventive fait l'objet d'une convention spécifique supplémentaire.*

→ **ARTICLE 3 : RÉALISATION DES MISSIONS**

La présente convention permet, sur demande expresse de la collectivité, de faire appel aux missions proposées par le CdG 76 en tant que de besoin.

Le déclenchement des différentes missions a lieu par un formulaire de demande de mission ou de travaux, le contenu et le déroulement, la tarification ainsi que les modalités de facturation sont prévues par un règlement d'adhésion propre à chaque mission.

S'agissant de la médecine préventive, le déclenchement a lieu par la signature d'une convention d'adhésion qui prévoit le contenu, le déroulement et la tarification ainsi que les modalités de facturation.

→ **ARTICLE 4 : QUALIFICATION DES AGENTS DU CdG 76**

Le CdG 76 s'engage à mettre à disposition de la collectivité des agents experts, dotés d'une expérience adéquate et recevant une formation constante dans le domaine de la mission sollicitée.

Afin de garantir le bon déroulement de la mission, celle-ci bénéficie, en interne, de l'expertise et du savoir-faire des autres services du CdG 76.

→ **ARTICLE 5 : LIMITES ET CONDITIONS D'EXERCICE DES MISSIONS**

• **ARTICLE 5-1. OBLIGATIONS DU CdG 76**

Le CdG 76 s'engage à mettre à disposition une mission indépendante, objective et neutre.

La mise en œuvre de la mission sera conduite dans le strict respect de la confidentialité et de la discrétion professionnelles.

• **ARTICLE 5-2. OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITÉ**

La collectivité s'engage à respecter la présente convention ainsi que les règlements d'adhésion propres aux missions qui pourront être sollicitées.

→ **ARTICLE 6 : RESPONSABILITÉS**

L'action du CdG 76 consiste en un appui technique, n'ayant pas pour effet d'amoindrir le pouvoir décisionnel de l'autorité territoriale, seule autorité investie du pouvoir de nomination.

La mission consiste en un conseil et une assistance destinés à éclairer la collectivité qui reste seule compétente pour agir et décider des mesures à mettre en œuvre pour la gestion de son personnel.

→ **ARTICLE 7 : DURÉE ET RENOUVELLEMENT**

La présente convention est conclue pour une période de quatre ans et prend effet à compter du .....

À l'issue de la période de quatre ans, le CdG 76 proposera une nouvelle convention afin d'assurer la continuité du service.

Hormis la résiliation à échéance, les cas de résiliation sont les suivants :

- En cas de manquement à l'une des obligations de la convention par l'une des parties, l'autre partie peut mettre fin à la présente convention.
- En cas de désaccord sur les évolutions des modalités de financement.

Dans les deux cas, la résiliation est réalisée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prend effet à la date de réception du courrier recommandé.

→ **ARTICLE 8 : COMPÉTENCE JURIDICTIONNELLE**

Les litiges éventuels nés de l'application de la présente convention et des règlements d'adhésion seront portés devant le tribunal administratif de Rouen.

→ **ARTICLE 9 : ABROGATION DES PRÉCÉDENTES CONVENTIONS**

Les précédentes conventions proposées par le CdG 76 sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente convention.

Fait à ..... Le .....

Le Maire / Président

Le Président  
Jean-Claude WEISS



# Projet

*Centre de Gestion*  
de la Fonction Publique Territoriale  
de la Seine-Maritime



3440 route de Neufchâtel - CS 50072 - 76235 BOIS-GUILLAUME Cedex  
Tél. : 02 35 59 71 11 - Fax : 02 35 59 94 63





# TARIFICATIONS 2019

## MISSIONS OPTIONNELLES

Collectivités ~~non affiliées~~  
au Centre de Gestion

Délibération du 20 septembre 2018





p3

SANTÉ

**SANTÉ AU TRAVAIL**

p4-5

ASSISTANCE  
STATUTAIRE

CONSEIL, **ASSISTANCE  
STATUTAIRE** ET **RÉFÉRENT  
DÉONTOLOGUE**

INSTANCES **MÉDICALES  
STATUTAIRES**

RÉALISATION DES DOSSIERS  
**CNRACL**

p5

RÉMUNÉRATION  
ET INDEMNITÉS

RÉALISATION  
DES **PAIES**

RÉGULARISATION  
DES **PAIES**

CALCUL D'INDEMNITÉ DE  
**LICENCIEMENT**

CONSEIL ET ASSISTANCE  
**CHÔMAGE**

CONTENTIEUX

p5

**MÉDIATION** PRÉALABLE  
OBLIGATOIRE

CONSEIL DE **DISCIPLINE**  
DE **RECOURS**

CONSEIL ET ASSISTANCE  
AU **PRÉCONTENTIEUX**  
ET AU **CONTENTIEUX**

RECRUTEMENT

p6

CONSEIL ET ASSISTANCE  
AU **RECRUTEMENT**

MISSIONS **TEMPORAIRES**

SÉLECTIONS  
**PROFESSIONNELLES**

ARCHIVES

p6

MISSION **ARCHIVES**

# SANTÉ AU TRAVAIL

## PRESTATION GLOBALE DE MÉDECINE PRÉVENTIVE\*

### TARIFICATION PAR AGENT

#### TARIFS

84.00 €

## BILANS SANGUINS

### BILAN SANGUIN STANDARD (BSS)

#### TARIFS

61.10 €

### BILAN NTTG

32.00 €

### BILAN COMPLÉMENTAIRE

46.50 €

### BILAN NTC

25.40 €

### BILAN HÉPATITE B

78.40 €

### BILAN HHH

133.80 €

## BILANS BACTÉRIOLOGIQUES

### BILAN NGS

#### TARIFS

108.10 €

### BILAN COPRO-PARASITO

70.30 €

### BILAN NG

38.70 €

### RECHERCHE DES ANTI-CORPS HBs

23.60 €

### RECHERCHE DES ANTI-CORPS HAV

23.60 €

## ACTIONS DE PRÉVENTION MUTUALISÉES EN DIRECTION DES INTERCOMMUNALITÉS (DÉPLACEMENT COMPRIS)

### DÉFINITION DU PROJET DE MUTUALISATION (TARIF FORFAITAIRE)

#### TARIFS

312.00 €

### SENSIBILISATION DES ÉLUS COMMUNAUTAIRES (DÉPLACEMENTS COMPRIS)

La demi-journée  
286.00 €  
La journée  
475.00 €

### AIDE À LA RÉALISATION DE DOSSIERS DE SUBVENTIONNEMENT (TARIF JOURNALIER)

370.00 €

### RÉALISATION D'UN PLAN D'ACTIONS À L'ÉCHELLE INTERCOMMUNALE HORS TEMPS MÉDICAL (TARIF JOURNALIER)

370.00 €

## VACCINATIONS

### HÉPATITE A

#### TARIFS

32.20 €

### FIÈVRE TYPHOÏDE

40.20 €

### LEPTOSPIROSE

155.30 €

### TÉTANOS - POLIO - DIPHTÉRIE ATTÉNUÉE

17.60 €

### HÉPATITE B

24.30 €

### TÉTANOS - POLIO - DIPHTÉRIE ATTÉNUÉE - COQUELUCHE ACELLULAIRE

34.80 €

## PARCOURS CŒUR

### CONSOMMABLES À USAGE UNIQUE (PAR AGENT BÉNÉFICIAIRE DE L'ATELIER BIOLOGIE)

#### TARIFS

11.00 €

## PSYCHOLOGUE DU TRAVAIL

### ACCOMPAGNEMENT INDIVIDUEL DES ENCADRANTS (TARIF HORAIRE)

#### TARIFS

84.00 €

### ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS - RPS (TARIF JOURNALIER)

960.00 €

## MISSION D'INSPECTION (ACFI)

### PHASE « PRÉPARATION » (TARIF FORFAITAIRE)

#### TARIFS

318.00 €

### PHASE « RÉALISATION » (TARIF JOURNALIER)

473.00 €

### PHASE « RÉDACTION » (TARIF JOURNALIER)

378.00 €

### COMPTE-RENDU À L'AUTORITÉ TERRITORIALE (TARIF FORFAITAIRE)

473.00 €

\* Le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine préventive dans la fonction publique territoriale, prévoit que, pour les fonctionnaires territoriaux nommés dans plusieurs emplois permanents à temps non complet, l'examen médical périodique se déroule dans la collectivité qui emploie les fonctionnaires pendant la quotité horaire hebdomadaire la plus longue. Aussi, la facturation de la prestation globale, lorsqu'elle concerne des agents intercommunaux, intervient désormais auprès de la collectivité qui emploie l'agent pendant la quotité horaire hebdomadaire la plus longue

## MISSION D'EXPERTISE EN ERGONOMIE

	TARIFS
■ PHASE « PRÉPARATION » (TARIF FORFAITAIRE)	309.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : EXPERTISE SUR SITE (TARIF JOURNALIER)	855.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : RÉDACTION DU RAPPORT (TARIF JOURNALIER)	367.00 €
■ COMPTE-RENDU À L'AUTORITÉ TERRITORIALE (TARIF FORFAITAIRE)	227.00 €

## MISSION D'EXPERTISE EN ERGONOMIE D'UN POSTE ADMINISTRATIF

	TARIFS
■ PHASE « PRÉPARATION », « RÉALISATION », « RESTITUTION À L'AUTORITÉ TERRITORIALE » (TARIF FORFAITAIRE)	1314.00 €

## MISSION D'ASSISTANCE À L'ÉVALUATION DES RISQUES PROFESSIONNELS DE PLUS DE 20 AGENTS (DÉPLACEMENT COMPRIS)

### Sensibilisation de l'encadrement (module 1)

	TARIFS
■ LA DEMI-JOURNÉE	280.00 €
■ LA JOURNÉE	466.00 €

Aide à l'élaboration et à la mise à jour du Document Unique d'Évaluation des Risques Professionnels (Module 2 : Mission d'aide à la réalisation du Document Unique d'évaluation des risques professionnels ou Module 3 : Mission d'aide à la mise à jour du Document Unique d'évaluation des risques professionnels)

Phase 1 - Devis (recueil d'informations et élaboration du devis)

■ LA DEMI-JOURNÉE	GRATUIT
■ LA JOURNÉE	GRATUIT

Phase 2-1 - Évaluation (évaluation des risques professionnels sur-site - Déplacements compris)

■ LA DEMI-JOURNÉE	286.00 €
■ LA JOURNÉE	475.00 €

Phase 2-2 - Rédaction (rédaction et mise en forme du rapport)

■ LA DEMI-JOURNÉE	191.00 €
■ LA JOURNÉE	380.00 €

Phase 3 - Restitution (compte-rendu oral à la collectivité)

■ LA DEMI-JOURNÉE	286.00 €
■ LA JOURNÉE	475.00 €

## MISSION D'EXPERTISE EN HYGIÈNE ET SÉCURITÉ

	TARIFS
■ PHASE « PRÉPARATION » (TARIF FORFAITAIRE)	309.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : EXPERTISE SUR SITE (TARIF JOURNALIER)	855.00 €
■ PHASE « RÉALISATION » : RÉDACTION DU RAPPORT (TARIF JOURNALIER)	367.00 €
■ COMPTE-RENDU À L'AUTORITÉ TERRITORIALE (TARIF FORFAITAIRE)	227.00 €

## CONSEIL, ASSISTANCE STATUTAIRE ET RÉFÉRENT DÉONTOLOGUE

### ASSISTANCE JURIDICO-STATUTAIRE

	TARIFS
■ TARIF ANNUEL	3000.00 €

## INSTANCES MÉDICALES STATUTAIRES

### INSTANCES MÉDICALES STATUTAIRES (CÔÛT PAR DOSSIER)

	TARIFS
■ COMITÉ MÉDICAL (LOI DU 12 MARS 2012)	68.00 €
■ COMMISSION DE RÉFORME (LOI DU 12 MARS 2012)	166.00 €



## RÉALISATION DES DOSSIERS CNRACL

### RÉALISATION DES DOSSIERS CNRACL

	TARIFS
■ IMMATRICULATION DE L'EMPLOYEUR ET 1 <sup>ÈRE</sup> AFFILIATION	26.20 €
■ AFFILIATION DE L'AGENT	12.80 €
■ DEMANDE DE RÉGULARISATION DE SERVICES	90.00 €
■ BILAN NTCA VALIDATION DE SERVICES DE NON TITULAIRE (1 OU 2 EMPLOYEURS)	90.00 €
■ VALIDATION DE SERVICES DE NON TITULAIRE (AU-DELÀ DE 2 EMPLOYEURS OU SERVICES EFFECTUÉS AUPRÈS DE L'ÉTAT)	194.00 €
■ RÉTABLISSEMENT AUPRÈS DU RÉGIME GÉNÉRAL ET DE L'IRCANTEC	140.00 €
■ DOSSIER DE PENSION CNRACL NORMALE ET PENSION DE RÉVERSION	128.00 €
■ DOSSIER DE PENSION D'INVALIDITÉ CNRACL	180.00 €
■ DOSSIER DE RETRAITE CNRACL POUR CARRIÈRE LONGUE ET POUR FONCTIONNAIRE HANDICAPÉ	180.00 €

## RÉALISATION DES PAIES

### RÉALISATION DES PAIES

	TARIFS
■ PAR BULLETIN DE SALAIRE	9.90 €
■ NOUVEL ADHÉRENT : CRÉATION DES FICHIERS COLLECTIVITÉ ET AGENTS (PRIX PAR AGENT)	9.90 €

## RÉGULARISATION DES PAIES

### RÉGULARISATION DES PAIES

	TARIFS
■ TARIF HORAIRE	72.70 €

## CALCUL D'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

### CALCUL D'INDEMNITÉ DE LICENCIEMENT

	TARIFS
■ TARIF FORFAITAIRE	72.70 €

## CONSEIL ET ASSISTANCE CHÔMAGE

### CONSEIL ET ASSISTANCE CHÔMAGE

	TARIFS
■ CALCULS D'INDEMNISATION CHÔMAGE (TARIF FORFAITAIRE)	305.40 €
■ CALCULS D'UNE ACTIVITÉ RÉDUITE OU MAINTIEN D'UNE ACTIVITÉ CONSERVÉE AVEC UNE ALLOCATION CHÔMAGE (TARIF FORFAITAIRE)	72.70 €
■ REVALORISATION DES ALLOCATIONS CHÔMAGE (TARIF FORFAITAIRE)	72.70 €

## MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

### MÉDIATION PRÉALABLE OBLIGATOIRE

	TARIFS
■ PRIX UNITAIRE	218.00 €

## CONSEIL DE DISCIPLINE DE RECOURS

### CONSEIL DE DISCIPLINE

	TARIFS
■ Conseil de discipline de recours	
■ FRAIS DE SECRÉTARIAT	852.00 €
■ Conseil de discipline de 1 <sup>er</sup> degré	
■ LOCATION DE SALLE	58.70 €

## CONSEIL ET ASSISTANCE AU PRÉCONTENTIEUX ET AU CONTENTIEUX

### CONSEIL ET ASSISTANCE AU PRÉCONTENTIEUX ET AU CONTENTIEUX

	TARIFS
■ TARIF HORAIRE	72.70 €

## CONSEIL ET ASSISTANCE AU RECRUTEMENT

### CONSEIL ET ASSISTANCE AU RECRUTEMENT : DISPOSITIF GLOBAL - TARIFS FORFAITAIRES

(1ER DÉPLACEMENT COMPRIS)

#### Le « pack »

- DÉFINITION DU BESOIN - PRÉSÉLECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES PRÉALABLES AUX ENTRETIENS
- PARTICIPATION AUX ENTRETIENS ET COMPTE-RENDU ÉCRIT

#### TARIFS

**869.00 €**

#### Le « pack cadre dirigeant »

- DÉFINITION DU BESOIN - PRÉSÉLECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES PRÉALABLES AUX ENTRETIENS
- PARTICIPATION AUX ENTRETIENS ET COMPTE-RENDU ÉCRIT

**1042.00 €**

### CONSEIL ET ASSISTANCE AU RECRUTEMENT : PRESTATIONS « À LA CARTE » (DÉPLACEMENTS NON COMPRIS)

#### Établissement du profil de poste (tarif forfaitaire)

- PRÉSÉLECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES

#### TARIFS

**517.00 €**

#### Mise en situation écrite et informatique (tarif forfaitaire)

- TESTS SUR LES PRINCIPAUX LOGICIELS BUREAUTIQUES
- MISE EN SITUATION SUR DES CAS PRATIQUES

**451.00 €**

#### Participation aux jurys de recrutement (tarif forfaitaire)

- PRÉPARATION DES LIVRETS D'ENTRETIEN
- PARTICIPATION AUX ENTRETIENS ET COMPTE-RENDU ÉCRIT

**648.00 €**

### PASSATION DES TESTS

(PAR CANDIDAT - DÉPLACEMENTS NON COMPRIS)

- COMPARAISON DE L'ANALYSE DU PROFIL PERSONNEL (APP) ET DE L'ANALYSE DU PROFIL TYPE (APT)
- COMPTE-RENDU ORAL - 1ÈRE PASSATION

#### TARIFS

**279.00 €**

- À PARTIR DE LA 2ÈME PASSATION

**188.00 €**

### DÉPLACEMENTS

- TOUT DÉPLACEMENT SUPPLÉMENTAIRE AU SEIN DE LA COLLECTIVITÉ

#### TARIFS

**86.00 €**

## MISSIONS TEMPORAIRES

### MISSIONS TEMPORAIRES

#### Le « pack »

- FRAIS DE GESTION (CALCULÉS SUR LE TRAITEMENT BRUT DES AGENTS EN REMPLACEMENT MAJORÉ DES CHARGES PATRONALES)

#### TARIFS

**17.70 %**

## SÉLECTIONS PROFESSIONNELLES

### LOI DU 12 MARS 2012 COÛT PAR DOSSIER / CANDIDAT

#### Le « pack »

- COMMISSION LOCALE : MISE À DISPOSITION D'UNE PERSONNALITÉ QUALIFIÉE

#### TARIFS

**21.20 €**

- COMMISSION DÉLÉGUÉE AU CENTRE DE GESTION : COÛT GLOBAL D'ORGANISATION

**79.70 €**

## MISSION ARCHIVES

### MISSION ARCHIVES (DÉPLACEMENT COMPRIS)

- TARIF JOURNALIER (APPLICABLE AUX PÉRIODES DE RÉALISATION DES PRESTATIONS)

#### TARIFS

**348.00 €**

- DIAGNOSTIC D'ARCHIVAGE (TARIF JOURNALIER\*\*)

**423.00 €**

- DEVIS NON SUIVI DE PRESTATION (TARIF HORAIRE + UN DÉPLACEMENT)

**43.40 €**

\*\* Les journées supplémentaires nécessaires à la mission sont facturées, après accord de la collectivité, au même tarif

**PÔLE FINANCES / MOYENS GÉNÉRAUX**

Responsable : Thierry GASNIER

mail : [thierry.gasnier@cdg76.fr](mailto:thierry.gasnier@cdg76.fr)

Tél : 02 35 59 41 78

**UNITÉ COMPTABILITÉ**

Responsable : Maryline Legay

[maryline.legay@cdg76.fr](mailto:maryline.legay@cdg76.fr)

Tél : 02 35 59 41 64

Nathalie Soète

[nathalie.soete@cdg76.fr](mailto:nathalie.soete@cdg76.fr)

Tél : 02 35 59 41 76

# Centre de Gestion

de la Fonction Publique Territoriale de la Seine-Maritime

Directeur de la publication : Jean-Claude Weiss

OCTOBRE 2018 - SERVICE COMMUNICATION ET DÉVELOPPEMENT - CDG 76



# Projet

